

Lagos – Nigéria

Restructuration et rénovation du campus Consulaire

Marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage

Avis d'appel public à concurrence

Section I: Pouvoir adjudicateur

I.1) **Nom et adresses**

Nom officiel : Ambassade de France au Nigéria

Adresse postale : European Union Crescent, off Constitution Avenue - Central Business District,

Ville : Abuja

Code NUTS : AF36

Boite postale :

Pays : Nigéria

I.2) **Type de pouvoir adjudicateur**

L'État et ses établissements publics

I.3) **Activité principale**

Ambassade de France

Section II: Objet

II.1) **Étendue du marché**

II.1.1) **Intitulé**

Lagos – Campus consulaire – Restructuration et rénovation

II.1.2) **Code CPV principal**

71310000-4 – Services de conseil en matière d'ingénierie et de construction

II.1.3) **Type de marché**

Marché de services (assistance à maîtrise d'ouvrage), procédure formalisée avec négociation. Le marché est soumis au cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

II.1.4) **Prestations similaires**

En application de l'article R2122-7 du CCP, l'acheteur peut conclure avec le titulaire, au moyen d'une procédure sans publicité ni mise en concurrence préalable, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires, dans la limite d'un montant n'excédant pas 25% de la valeur du marché initial, et sous réserve que les nouveaux marchés soient conclus dans les trois ans à compter de la notification du marché initial.

II.1.5) **Variantes**

Les candidats doivent répondre à la solution de base. Les variantes ne sont pas autorisées.

II.1.6) **Description succincte**

Le marché a pour objet une mission d'assistance générale à maîtrise d'ouvrage (AMO) à caractère transversal sur les champs du pilotage, de la coordination et de l'animation, assortie d'une assistance particulière dans les domaines technique, économique et juridique.

La mission s'inscrit dans le cadre du projet de restructuration et rénovation du campus consulaire de l'Etat français à Lagos, Nigéria. Ce site, situé au 1 Oyinkan Abayomi Drive, correspond à une emprise de 6 932 m² sur laquelle sont construits les locaux suivants :

- Bâtiment A (Consulat) : bureaux et 3 logements sur 3 niveaux (3 099 m²) ;
- Bande de villas : 4 villas (749 m²) ;
- Staff quarters : 9 chambres individuelles, espaces communs et sanitaires sur 2 niveaux (350 m²) ;
- Locaux annexes : local chauffeurs, locaux techniques, garages couverts, poste de garde extérieur (335 m²).

Le projet consiste en la réalisation des travaux suivants :

- Démolition de la bande de villas, et reconstruction en lieu et place d'une villa pour le Consul Général, et d'un logement de passage pour l'Ambassadeur. Ces espaces devront intégrer une partie privée et une partie réception.
- Densification du bâtiment A pour atteindre un ratio dans les bureaux de 16 à 18 m² par résidents, et offrir 4 logements familiaux permettant d'accueillir les gendarmes dans un cadre adapté. L'amélioration de l'efficacité énergétique sera un point central de l'opération.
- Un travail conjoint sur les flux, la sécurité et l'aspect paysager du site devra être mené.
- La mise aux normes des locaux annexes et staff quarters.

Un enjeu fort de la mission est de proposer un projet immobilier global qui respecte les ratios d'utilisation des espaces aussi bien pour les bureaux que pour les logements, et d'optimiser les surfaces bâties.

La durée de la mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage est estimée à 24 mois.

II.1.7) Information sur les lots

Ce marché n'est pas alloti.

II.1.8) Valeur estimée de l'opération (hors TVA)

Valeur travaux, hors TVA (TVA remboursée) : 7,5 M€

II.2) Description

II.2.1) Lieu d'exécution

Adresse postale : 1 Oyinkan Abayomi Drive, Ikoyi Island

Ville : Lagos

Code NUTS : AF36

Pays : Nigéria

II.2.2) Description des prestations

Le présent marché porte sur des prestations d'assistant à maîtrise d'ouvrage dans le cadre de la réhabilitation et restructuration du campus consulaire français à Lagos (Nigéria).

II.2.3) Capacités professionnelles et techniques

Les candidats devront disposer des capacités et qualifications dans les domaines suivants :

- **Assistance générale et coordination (conduite d'opération)**
 - Assistance à maîtrise d'ouvrage,
 - Management de projet et gestion des risques,
 - Planification et coordination.
- **Construction et architecture**
 - Programmation,
 - Bâtiment,
 - Développement durable, qualité environnementale,
 - Économie de la construction (tous corps d'états),
 - Maîtrise des coûts et coût global,
 - Maîtrise de la qualité,
 - Qualité d'usage et ergonomie,
 - Paysagisme.
- **Exploitation-maintenance**
 - Analyse de la prise en compte de l'exploitation-maintenance en phase programmation et conception, proposition d'amélioration (modalités techniques et d'organisation, cahier des charges...).
- **Assistance juridique**
 - Contentieux en droit de la construction,
 - Procédures anglo-saxonnes, marchés de conception-réalisation, dialogue compétitif.

Les candidats doivent postuler pour la totalité de la mission demandée, en présentant, seuls (candidat individuel) ou en groupement d'entreprises avec mandataire (groupement candidat), au moins l'ensemble des compétences minimales requises.

Il est précisé que le candidat pourra s'adjoindre en cotraitance ou en sous-traitance les capacités dont il ne dispose pas en propre mais qui sont nécessaires à l'exécution du marché. La preuve de ses capacités doit être apportée dans la candidature.

Cependant, en cas de groupement d'opérateurs économiques, en application de l'article R2142-27 du CCP, le mandataire exécute les tâches essentielles suivantes :

- P1 – assistance générale.

Lorsque le co-traitant en charge de la réalisation des tâches essentielles est défaillant, qu'il soit par exemple en liquidation judiciaire ou dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, la mission peut être prise en charge soit par un autre membre du groupement soit par un sous-traitant après l'accord de l'acheteur.

En cas de sous-traitance, l'acheteur exige que les tâches essentielles suivantes soient effectuées directement par le titulaire :

- P1 – assistance générale ;
- P2 – programme ;
- P4 – procédures et passation des marchés ;

- P5 – conception – assistance au suivi et à la réalisation des études PRO ;

La preuve de ces compétences doit être apportée dans la candidature par tous moyens notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat. **Toute candidature ne présentant pas l'ensemble de ces compétences minimales sera rejetée.**

La forme du groupement n'est pas imposée par le Pouvoir Adjudicateur mais en cas de groupement conjoint, le mandataire sera solidaire de chacun des membres du groupement pour l'ensemble de ses obligations contractuelles à l'égard du maître d'ouvrage.

Le mandataire du groupement ne pourra être modifié en cours d'exécution du marché, à l'exception des hypothèses limitativement prévues à l'article R. 2194-6 2° du Code de la commande publique.

II.2.4) Capacités économiques et financières

Le chiffre d'affaires annuel du candidat concernant les services objet du marché devra être supérieur à 200 000 € HT.

En cas de groupement, le chiffre d'affaires sera apprécié au niveau de l'ensemble du groupement (somme des chiffres d'affaires des co-traitants) et le mandataire devra en outre présenter un chiffre d'affaires annuel minimum, concernant les services objet du marché, de 50 000 € HT.

Le chiffre d'affaires annuel considéré résulte de la moyenne des chiffres d'affaires annuels dans le domaine d'activité au cours des 3 derniers exercices. En cas d'existence récente de l'entreprise, l'acheteur appréciera suivant le cas, soit la moyenne du chiffre d'affaires des deux dernières années, soit le chiffre d'affaires sur une année civile.

Les candidats devront démontrer, sous peine d'irrecevabilité de leur candidature, qu'ils disposent de l'ensemble des capacités ci-dessus décrites et qu'ils répondent à l'exigence minimale concernant leur chiffre d'affaires.

II.2.5) Exclusions

Outre les exclusions de plein droit définies aux articles L.2141-1 à L.2141-5 du code de la commande publique, en application des articles L. 2141.7 à L.2141-10, le pouvoir adjudicateur retient les interdictions de soumissionner suivantes :

- Les personnes qui, au cours des trois années précédentes, ont dû verser des dommages et intérêts, ont été sanctionnées par une résiliation ou ont fait l'objet d'une sanction comparable du fait d'un manquement grave ou persistant à leurs obligations contractuelles lors de l'exécution d'un contrat de la commande publique antérieur,
- Les personnes qui ont entrepris d'influer indûment sur le processus décisionnel de l'acheteur ou d'obtenir des informations confidentielles susceptibles de leur donner un avantage indu lors de la procédure de passation du marché, ou ont fourni des informations trompeuses ou susceptibles d'avoir une influence déterminante sur les décisions d'exclusion, de sélection ou d'attribution,
- Les personnes qui de par leur participation préalable directe ou indirecte à la préparation de la procédure de passation du marché, ont eu accès à des informations susceptibles de créer une distorsion de concurrence par rapport aux autres candidats, lorsqu'il ne peut être remédié à cette situation par d'autres moyens,
- Les personnes à l'égard desquelles le pouvoir adjudicateur dispose d'éléments suffisamment probants ou constituant un faisceau d'indices graves, sérieux et concordants pour en déduire qu'elles ont conclu une entente avec d'autres opérateurs économiques en vue de fausser la concurrence,
- Les personnes qui, par leur candidature, créent une situation de conflit d'intérêts, lorsqu'il ne peut y être remédié par d'autres moyens. Constitue une telle situation toute situation dans laquelle une personne qui participe au déroulement de la procédure de passation du marché ou est susceptible d'en influencer l'issue a, directement ou indirectement, un intérêt financier, économique, ou tout autre intérêt personnel qui pourrait compromettre son impartialité ou son indépendance dans le cadre de la procédure de passation du marché.

Conformément à l'article L.2141-13 du code de la commande publique, lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un membre du groupement d'opérateurs économiques, l'acheteur exige

son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement, sous peine d'exclusion du groupement de la procédure.

Conformément à l'article L.2141-14 du code de la commande publique, lorsque le sous-traitant à l'encontre duquel il existe un motif d'exclusion est présenté au stade de la procédure de passation d'un marché, l'acheteur exige son remplacement par un autre opérateur économique qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion, dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le candidat ou le soumissionnaire, sous peine d'exclusion de la procédure.

II.2.6) Documents à produire à l'appui des candidatures par le candidat

La candidature et l'offre, ainsi que l'ensemble des documents qui les composent, doivent être rédigés en français en application de la loi n°94-665 du 4 août 1994. Si des documents sont rédigés dans une autre langue, le candidat concerné doit joindre une traduction en français de ces documents (traduction simple ; traduction certifiée non exigée).

Le dossier à remettre par les concurrents comprendra impérativement les pièces ci-dessous, sous forme numérique, par courriel.

Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat, comprenant :

- Lettre de candidature ou Formulaire DC1 - Habilitation du mandataire par ses co-traitants. (disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) ;
- Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement ou Formulaire DC2 (disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) ;
- Capacité économique et financière
 - Pour chaque co-traitant, une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires lié aux prestations similaires à la mission, pour les trois dernières années ;
 - Une déclaration appropriée d'une banque ou d'une assurance prouvant la couverture face aux risques professionnels. Le candidat ou l'équipe candidate peut prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent par le pouvoir adjudicateur.
- Référence professionnelle et capacité technique - références requises :
 - Certificats de qualifications professionnelles. La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat ;
 - Une liste de 5 références significatives récentes portant sur des prestations similaires réalisées au cours des 5 dernières années, et notamment à l'étranger, si possible dans le pays concerné ou présentant des conditions similaires. Ces références devront préciser le type de missions, la localisation, les surfaces, le rôle exact du candidat, les montants, la date d'exécution, les bénéficiaires publics ou privés et noms des maîtres d'ouvrages de l'opération ;
 - L'indication des moyens humains du candidat, et notamment le volume des personnels d'encadrement pour chacune des trois dernières années.

Conformément à l'article 2143-4 du code de la commande publique, l'acheteur accepte que le candidat présente sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME).

Toutefois, pour la présente consultation les candidats ne sont pas autorisés à se limiter à indiquer dans le document unique de marché européen qu'ils disposent de l'aptitude et des capacités requises sans fournir d'informations particulières sur celles-ci. Les candidats utilisant le DUME doivent donc joindre à celui-ci les documents et renseignements demandés par le présent règlement de la consultation au titre des capacités juridique, financière, technique et professionnelle.

Les documents justificatifs et explicatifs deviennent contractuels à la signature du marché.

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui (notamment en cas de sous-traitance). En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités des opérateurs économiques pour l'exécution du marché, le candidat produit un engagement écrit de ceux-ci.

En application de l'article R.2144-2 du code de la commande publique, en cas de candidature incomplète, le pouvoir adjudicateur peut demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai approprié et identique pour tous.

Au terme de ce délai, les candidatures demeurant incomplètes seront rejetées.

II.2.7) Candidatures

Nombre de candidats : 3 candidats minimum à 5 candidats maximum seront retenus pour la phase offres.

Le nombre de candidats pourra être réduit en application des dispositions des articles R2142-15 à R2142-17 du code de la commande publique et au vu des critères énoncés à l'article II.2.6) suivants, permettant de juger du niveau de capacité du candidat pour conduire la mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage.

Le présent dossier de consultation « candidature » est constitué par :

- Le présent avis d'appel public à la concurrence (AAPC) ;
- Le règlement de la consultation (RC – annexe 1) ;
- Le formulaire DC1 susmentionné, à compléter par le candidat ou le groupement candidat (annexe 2) et sa notice explicative ;
- Le formulaire DC2 susmentionné, à compléter par le candidat ou le groupement candidat (annexe 3) et sa notice explicative ;
- L'attestation de confidentialité à remplir et signer (annexe 4)
- La liste des références réglementaires et législatives citées dans l'AAPC et le RC (annexe 5) ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (annexe 6) ;
- La Loi n°94-665 du 4 août 1994, relative à l'emploi de la langue française (annexe 7) ;
- La Circulaire du 3 mai 1988 relative à la passation des marchés publics à l'étranger, parue au journal officiel du 8 mai 1988 (dite loi « Chirac » - en annexe 8) ;
- La loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance (annexe 9),
- La notice de dépôt d'un dossier via l'outil France-Transfert (annexe 10)

Le dossier de consultation complet ne sera communiqué qu'aux seuls candidats admis à participer à la phase offres.

Le marché sera conclu :

- Soit avec un prestataire unique,
- Soit avec des prestataires groupés solidairement,
- Soit avec prestataires groupés conjointement, le mandataire étant solidaire de chacun des membres du groupement pour les obligations contractuelles à l'égard de la personne publique lors de l'exécution du contrat, conformément à l'article R.2142-24

du code de la commande publique. Ce mandataire solidaire devra avoir la capacité juridique, technique et financière d'assurer l'exécution du marché en cas de défaillance d'un des membres du groupement et il devra disposer des assurances professionnelles correspondantes. En effet, les prestations objet de ce marché ne peuvent souffrir d'aucune défaillance en raison de leur durée et de leur complexité.

Chaque candidat ne pourra remettre, pour la présente consultation, qu'une seule offre en agissant en qualité de mandataire d'un groupement. Un candidat peut néanmoins être membre de plusieurs groupements.

Lorsqu'un groupement se trouve dans un des cas visés à l'article R.2142-26 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur peut l'autoriser à continuer la procédure. Dans ce cas, le groupement propose dans les dix jours à l'acceptation du pouvoir adjudicateur un ou plusieurs nouveaux membres du groupement ou sous-traitants.

II.2.8) Sous-traitance

Le marché ne pourra pas être sous-traité entièrement.

L'offre, qu'elle soit présentée par un seul opérateur économique ou par un groupement d'opérateurs économiques, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt.

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément de leurs conditions de paiement devront répondre aux conditions définies aux articles L.2193-1 à 9 et aux articles R.2193-1 à 22 du code de la commande publique.

II.2.9) Critères d'attribution des candidatures

Les candidatures seront examinées au regard des garanties et capacités techniques et financières des candidats, appréciées au vu des justifications produites par les candidats dans leur dossier de candidatures. Les critères de sélection des candidatures seront hiérarchisés de la manière suivante :

- Capacités techniques et professionnelles pour assurer l'ensemble des missions attachées à la réalisation d'une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage, comprenant la qualité technique et la connaissance d'opérations similaires (en nature et en zone géographique) des références produites par le candidat : 65% :
 - Une liste de trois références significatives récentes portant sur des prestations similaires réalisées au cours des trois dernières années, et notamment à l'étranger, si possible dans le pays concerné ou présentant des conditions similaires : 20% ;
 - L'indication des moyens humains du candidat, et notamment le volume des personnels d'encadrement pour chacune des trois dernières années : 20% ;
 - Qualifications professionnelles : 20% ;
 - Moyens matériels (outillage, matériels et équipements techniques...) : 5%.
- Capacités économiques et financières du candidat à assurer la mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage objet du présent avis d'appel public à concurrence, au regard du chiffre d'affaires : 35% :
 - Pour chaque co-traitant, une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires lié aux prestations similaires à la mission, pour les trois dernières années : 20% ;

Dossier administratif et financier : enregistrement auprès de l'Etat de Lagos pour au moins un architecte (en vue du dépôt des autorisations administratives locales), chiffres d'affaires, comptes de résultats et bilan comptable, lignes de crédit...) ;

- Une déclaration appropriée d'une banque ou d'une assurance prouvant la couverture face aux risques professionnels. Le candidat ou l'équipe candidate peut prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent par le pouvoir adjudicateur : 15%

Le pouvoir adjudicateur, à l'issue de son analyse des candidatures, éliminera les candidats dont la candidature ne respecte pas les conditions de participation à la présente consultation ou si la candidature ne démontre pas la capacité du candidat à exécuter les prestations du marché objet du présent avis d'appel public à concurrence.

Le pouvoir adjudicateur éliminera les candidatures reçues après la date limite fixée ou celles non conformes au présent avis d'appel public à concurrence.

II.2.10) Critères d'attribution des offres (la phase offre sera lancée après réalisation de la phase candidature et choix des candidats retenus)

Il sera retenu au final l'offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-après :

Critère 1 – proposition méthodologique : 25 %

Ce critère sera apprécié à partir de la clarté, de la qualité et de la pertinence de la note méthodologique fournie par le candidat et dans laquelle ce dernier présentera l'organisation et les méthodes qu'il envisage de mettre en place pour mener à bien ce projet, notamment les outils utilisés et les modalités de coordination, d'échange et de pilotage.

- Proposition méthodologique en phase programmation
- Proposition méthodologique en phase passation du marché de conception-réalisation (de la rédaction du contrat à la signature sur base APD)
- Proposition méthodologique en phase suivi des études (PRO)

Critère 2 – Cohérence et adéquation des moyens : 25 %

Il sera évalué au regard de :

- la composition de l'équipe du candidat (CV, diplômes, expériences) en lien avec les missions du marché,
- le niveau des ressources humaines mobilisées,
- la cohérence dans la prévision des temps passés par élément de mission.

Critère 4 – Maîtrise du contexte local : 20 %

Il sera examiné en prenant en compte les expériences du candidat dans la zone Afrique de l'ouest, et plus spécifiquement dans les pays anglophones. L'accent sera également mis sur le détail des prestations réalisées à distance et sur site. Le candidat proposera 3 références de prestations équivalentes, réalisées dans un contexte similaire dans la mesure du possible.

Critère 5 – Prix : 30 %

II.2.11) Type de procédure

La présente consultation est passée selon une procédure avec négociation conformément aux articles L.2124-3, R.2124-3 alinéa 4°, R2161-12 à 2161-20 du code de la commande publique (CCP).

Cette procédure est conforme à la circulaire du 3 mai 1988 relative à la passation des marchés publics à l'étranger parue au journal officiel du 8 Mai 1988, à l'arrêt du Conseil d'Etat « Lavigne et Le Mée » et à l'avis du CE du 4 juillet 2208 n°316028 – Colas/Djibouti.

Cette circulaire incite les Administrations à respecter « l'esprit de concurrence et d'équilibre qui anime la réglementation française ».

Il est ainsi appliqué les principes des articles R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique.

II.2.12) Information sur les options

Le marché ne comprend pas d'option.

II.2.13) Information sur les fonds de l'Union européenne

Le contrat s'inscrit dans un projet/programme financé par des fonds de l'Union européenne :
non

II.2.14) Informations complémentaires

Les candidats sont informés que le maître d'ouvrage pourra attribuer le contrat sans recourir à la négociation. A titre indicatif, le démarrage de la mission est souhaité en juin 2025. La durée prévisionnelle du marché est de deux (2) ans et correspond à la durée estimée de reprise du programme, de passation du marché de conception-réalisation et la validation des études jusqu'au PRO.

Le marché débute à la date de sa notification et s'achève à l'issue de la fin de la dernière mission.

II.2.15) Confidentialité des documents

Les documents de consultation sont à la disposition des candidats mais restent l'entière propriété du maître d'ouvrage. Il est demandé aux candidats et à toute personne téléchargeant le dossier de la consultation d'assurer la confidentialité des informations qu'il contient. Le ministère se réserve un droit d'action contre toute utilisation abusive de ces documents.

Par ailleurs, le titulaire met en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il a accès lors de l'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs. L'acheteur peut demander à tout moment au titulaire de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire peut entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

II.2.16) Date limite de réception des candidatures : 16 mai 2025 à 12h00 (heure de Paris).

II. 2.17) Délai minimum de validité des candidatures :

120 jours à compter de la date limite de réception des candidatures.

Le délai de validité des offres est de 180 jours. Il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres initiales.

II. 2.18) Modalités de dépôts des plis :

Le dépôt de plis sera impérativement par voie dématérialisée aux adresses courriels précisés article II.2.20.

- II.2.19) **Date d'envoi du présent avis à la publication** : Date de publication au BOAMP
- II.2.20) **Adresse auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus** :
Pour obtenir tous les renseignements d'ordre administratif et technique qui seraient nécessaires, les candidats devront faire parvenir au plus tard 15 jours avant la date limite de remise des candidatures, une demande par message électronique adressé simultanément à :
- Mme Nawal BELHADJ, Direction des Immeubles et de la logistique
(mail : nawal.belhadj@diplomatie.gouv.fr)
 - Mme Charlotte MOUË, Direction des Immeubles et de la logistique
(mail : charlotte.moue@diplomatie.gouv.fr)
- II.2.21) **Visites éventuelles** :
Une visite est possible pour la phase candidatures et sera obligatoire pour les candidats retenus pour la phase offres.
- II.2.22) **Langues** :
La langue de l'opération est la suivante : français. Les candidats devront maîtriser la langue anglaise pour tenir des réunions techniques comme pour la rédaction de documents de tout type (marché, documents techniques, e-mail, etc.)
- II.2.23) **Instance chargée des procédures de recours** : Tribunal de Paris (France)
- II.2.24) **Organe chargé des procédures de médiation** : Tribunal de Paris (France)